

## Révolution, culture et liberté

par **MIGUEL SALES FIGUEROA\***

LA RÉVOLUTION QUI INSTAURA À CUBA le régime actuel fut un phénomène historique extrêmement complexe, dont les réverbérations se font sentir aujourd'hui encore dans l'île et dans différentes parties du continent américain. De multiples facteurs politiques, sociaux, économiques et tout particulièrement idéologiques, qui agissaient depuis bien longtemps – quelques-uns depuis la fondation même de la République en 1902 – concoururent à l'émergence de l'événement. Mais, même au risque de tomber dans une simplification excessive, ce qui s'est passé pourrait se résumer ainsi: ce fut la réponse d'une partie de la population aux déficiences dont souffrait une partie de la culture nationale.

Une telle formulation insiste sur le caractère doublement partiel de l'événement. Une fraction minoritaire de la société a réagi devant la crise qui affectait principalement l'ordonnance politique du pays. Cela équivaut à affirmer que ni la majorité de la population, ni la plus grande part de la culture nationale ne furent au début impliquées dans le combat révolutionnaire. Mais, une fois le nouveau régime mis en place, ces deux parties majoritaires se virent entraînées par la bourrasque de discorde et de violence fratricide qui s'empara de l'île. Déjà en 1793, le naturaliste jacobin allemand Georg Forster soulignait que la révolution était comme une majestueuse coulée de lave qui ne respectait rien et que personne ne pouvait arrêter. Au milieu de ce flot brûlant, la synecdoque révolutionnaire consistant à prendre la partie pour le tout est en général tout aussi inexorable.

La crise de la politique nationale permit qu'une minorité violente parvienne à s'emparer de l'appareil d'État. C'est en cela que consiste fondamentalement toute révolution. Un groupe minoritaire, animé d'un idéal plus ou moins partagé ou accepté par une bonne partie de la population, renverse le gouvernement en place et prend en charge les commandes de la nation.

---

\* Ancien fonctionnaire international à l'Unesco, président de l'Internationale cubaine, vice-président de l'Internationale libérale.

Cette comparaison de la «république bourgeoise» et du régime castriste a été rédigée à l'occasion d'un séminaire sur Cuba, coordonné par l'Université de Francfort.

Dans le cas de Cuba, en 1959, cette minorité apportait un programme explicite qui proposait en premier lieu la rénovation de la vie politique: rétablissement de la Constitution de 1940, élections libres, abolition de la censure, et d'autres mesures destinées à élever le niveau d'honnêteté et d'efficacité de la gestion gouvernementale. En somme, toute une pharmacopée pour remédier aux maux dont le pays souffrait. Mais elle apportait aussi un programme secret qui consistait à conserver le monopole du pouvoir politique, à centraliser l'économie et à développer la confrontation avec les États-Unis comme stratégie pour affaiblir la bourgeoisie et exciter le nationalisme des masses. Les décisions basées sur ce second programme acquièrent rapidement la priorité et leur application fit que la crise qui, au début, affectait exclusivement la politique, en vint à contaminer les autres sphères de la société.



*Fernando Ortiz,  
ethnologue et anthropologue cubain (1881-1969)*

La crise de la culture républicaine, qui servit de cadre au mouvement révolutionnaire de 1957-1958, était à la fois un lieu commun et une réalité. Depuis le début du siècle, régulièrement les intellectuels, au bout d'un certain temps, prenaient acte des frustrations et des déceptions engendrées par un

régime qui ne parvenait pas à concrétiser le «rêve de José Martí»<sup>[1]</sup>. En 1919, Fernando Ortiz publia un article intitulé «La crise politique cubaine: ses causes et ses remèdes», dans lequel il développait une analyse minutieuse du problème. Dans la longue liste de solutions qu'il proposait, la culture occupait le premier paragraphe: «Le plus grave danger pour Cuba est celui de l'inculture de ses classes dirigeantes, plus encore que sa corruption», affirmait le célèbre anthropologue.<sup>[2]</sup>

Peu de temps après, en 1925, Jorge Mañach définissait la République comme une part d'héritage où prospéraient politiciens vénaux, écrivains opportunistes et militaires d'opérette dans une ambiance de «rigolade, d'irresponsabilité individualiste et de prurit acquisitif [...] trois facteurs subtils d'amoralisation qui se combinèrent pour retarder la renaissance de notre culture».<sup>[3]</sup>

1. José Martí (1853-1895), philosophe et poète, est le héros national de la lutte pour l'indépendance cubaine.

2. Fernando ORTIZ, «La crise politique cubaine: ses causes et ses remèdes» (en espagnol in *Obras*, Ed. Union, La Havane, 1973).

3. Jorge MANACH, Ed. Universal, Miami (en espagnol), 1991.

Après la révolution de 1959, les Cubains eurent l'occasion de vérifier qu'un contexte dans lequel la sévérité sérieuse du slogan « La patrie ou la mort » remplaçait la rigolade, où le collectivisme engendré par l'interventionnisme d'État prenait la place de l'irresponsabilité individuelle, et l'austérité, conséquence du rationnement et de la démonisation de la consommation, se substituait au prurit consumériste, ne se révélerait pas non plus très propice à la renaissance culturelle souhaitée. Mais à cette époque, le nouveau gouvernement avait déjà décrété que l'affaire était réglée et, de fait, il ne devait pas se reposer pendant trois décennies, jusqu'à l'effondrement du monde soviétique qui brisa toutes les certitudes du système.

Dans les milieux cultivés de l'époque, c'était un lieu commun de penser que les succès économiques de la première moitié du siècle n'étaient pas accompagnés d'un développement social et culturel suffisant. La République avait été, selon les mots de José Lezama Lima, « une époque de folie, le moment de la dissipation et de la fausse richesse; la révolution, en revanche, apportait de nouveau l'esprit de la pauvreté rayonnante, du pauvre débordant de qualités d'âme ».<sup>[4]</sup>

Le monceau d'injures que les intellectuels déversèrent dans ces années-là apporta de l'eau au moulin de la révolution, en renforçant l'illusion téléologique d'un destin national inachevé qui pourrait seulement se réaliser par le biais d'un changement brusque et total des institutions et de la culture.

Si le barème utilisé pour mesurer la manière dont la République s'était acquittée de sa tâche avait été plus prosaïque, l'évaluation de celle-ci eût peut-être été moins défavorable. Une comparaison avec des pays semblables (le Honduras ou l'Uruguay, pour donner seulement des exemples latino-américains) eût fait apparaître un bilan plus indulgent pour une nation relativement jeune et inexpérimentée. Mais dès les premières années de la vie de la République, la pensée de Martí avait été intronisée comme idéologie officielle et les niveaux fixés étaient inaccessibles. La tâche de rendre effectifs des critères poétiques si vagues comme « une République avec tous et pour le bien de tous », ou de donner un contenu concret à la dignité de l'homme – ce qui devrait être sa tâche fondamentale – était d'avance mission impossible. Mesurée à l'aune des nébuleux idéaux de Martí, la République était condamnée depuis le début à un échec certain. Mais cette situation ne déplaisait pas du tout aux intellectuels qui avaient l'habitude de s'ériger en consciences critiques de la société, s'auto-désignaient comme porte-voix de l'opinion publique et basaient une bonne partie de leur œuvre, de leur réputation et de leur pécule sur leur effort pour tracer au vitriol un portrait parfois juste mais souvent caricatural de la nation et de ses institutions.

L'aspect le plus flagrant de l'échec républicain fut sans doute l'incapacité d'organiser l'État et la vie publique de manière à ce que l'administration soit honnête et raisonnable-

4. José LEZAMA LIMA, « À partir de la poésie 1960 », *La quantité ensorcelée* (en espagnol), Ed. Jucar, Madrid, 1974.

ment efficace, que les autorités respectent les libertés et les droits fondamentaux, que les principaux courants d'opinion trouvent leur chemin par le biais de deux ou trois grands partis stables, et que la transmission du pouvoir politique soit menée périodiquement à bien par des moyens pacifiques.

Bien qu'il s'agisse d'un point essentiel, ce déficit démocratique n'empêchait pas que le reste de la culture nationale se développe de manière très féconde durant les années qui s'écoulèrent entre 1902 et 1958. Comparée au demi-siècle de socialisme castriste, la République paraît aujourd'hui, avec ses lumières et ses ombres, comme un moment de succès très estimables compte tenu de son contexte. Aussi bien en prenant la culture dans son sens large – corps de connaissances et niveau de développement intellectuel, scientifique, social et économique de l'époque – qu'en lui appliquant sa définition plus stricte et aristocratique d'«ensemble organisé des manifestations supérieures de l'entendement» (Mañach), le bilan du demi-siècle de vie républicaine dépasse largement celui du demi-siècle de vie révolutionnaire. Surtout quand on tient compte du point de départ de chaque période.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, après la guerre d'indépendance, Cuba était une île dévastée par les incendies, la faim et les maladies. Elle comptait à peine un million et demi d'habitants (on calcule que 10 % de la population avait péri dans le conflit) et la production de sucre et de tabac, les deux piliers de l'économie, avait considérablement diminué. Jusqu'en 1904, la récolte de la canne à sucre ne retrouva pas son niveau de 1895, soit un million de tonnes, et les exportations de tabac étaient en 1898 quatre fois moins importantes qu'au début de la décennie 1890. La majorité de la population était analphabète, il n'existait pas de liaison ferroviaire entre La Havane et Santiago, et encore en 1900 la fièvre jaune fit 1 400 victimes parmi les 200 000 habitants de la capitale.<sup>[5]</sup>

À partir de cette date, l'île connut un développement économique, social et culturel sans précédent. L'industrie sucrière gagna en importance et se rénova; elle était parvenue, en 1952, à multiplier par plus de sept sa production; l'usage de l'électricité, du téléphone, de la radio et de la télévision se généralisa; les transports et les logements s'améliorèrent de façon spectaculaire; des progrès notables furent atteints en matière d'alimentation, d'éducation, d'hygiène et d'assistance sanitaire; la publication de livres, de revues et de journaux fut encouragée. La modernisation du pays et l'accroissement de ses richesses s'accéléra.

Ce résultat est encore plus frappant si l'on considère que dans cette période s'installèrent dans l'île plus d'un million et demi d'immigrants. Il faut aussi tenir compte du fait que cette évolution socio-économique se déroula dans un contexte international parfois très

---

5. Cf Hugh THOMAS, *Cuba, La lutte pour la liberté* (en espagnol), Barcelone, Ed. Grijalbo, 1973.

défavorable (guerres mondiales, crise de 1929) avec un marché plus lent et moins organisé qu'aujourd'hui, très peu d'aides directes, des moyens de communication rudimentaires et des politiques protectionnistes qui portaient préjudice aux pays exportateurs. Sur une durée historique comparable, le régime instauré en 1959 présente un bilan beaucoup moins favorable.

Cuba est aujourd'hui une nation scindée en deux, avec des millions d'exilés. Dans l'île perdure un État hypertrophié, fossilisé et répressif, doté d'une idéologie archaïque, qui monopolise 95 % de l'économie, exige un simulacre d'adhésion permanente et empêche que surgisse à nouveau la société civile. Dans sa Constitution sont enkystées de multiples violations des droits de l'homme fondamentaux telles les clauses qui empêchent l'exercice de la liberté d'expression, d'association et de circulation ou le droit de propriété.

L'idéologie du parti unique – le Parti communiste – est encore article de foi dans l'enseignement, l'art et la littérature. L'État conserve le monopole, entre autres, de l'éducation, de la presse écrite, du cinéma, de la radio et de la télévision. Cette structure totalitaire, qui s'est un peu craquelée après la disparition du bloc soviétique, a entraîné l'appauvrissement matériel et spirituel du pays à un point sans précédent. Cuba vit mal maintenant, avec une économie précaire pesamment gérée par des équipes de bureaucrates ineptes, et souffre d'un des niveaux d'endettement par tête d'habitant les plus élevés du monde. La gestion des moyens importants dédiés à l'éducation, à l'assistance médicale et aux sports – vitrines de la propagande gouvernementale – a été si maladroite que même la presse officielle a commencé à reconnaître clairement la très mauvaise qualité de l'enseignement, les carences du système sanitaire et la rareté des performances des athlètes. Les conséquences les plus évidentes de ces échecs sont l'émigration massive, la crise démographique – la population diminue et vieillit de manière accélérée – et les prisons pleines d'opposants pacifiques.

Il convient d'indiquer qu'à la différence des gouvernements républicains, le régime castriste a eu à sa disposition toutes les ressources du pays et un volume d'aide extérieure – d'abord de l'URSS et ensuite du Venezuela – auxquels ses prédécesseurs n'ont jamais osé rêver. De plus, il s'est exercé à une époque et dans un contexte international beaucoup plus propice au développement, grâce aux nouvelles technologies de la communication et de l'information, à la mondialisation des marchés et à la tendance générale au multilatéralisme. Ces facteurs rendent encore plus notable le contraste entre les performances de la République bourgeoise et celles du système socialiste.

Qu'on la considère en son sens large ou en son sens strict, la culture cubaine a subi une détérioration notable sous le régime actuel. Malgré les efforts que le gouvernement a consentis pour étendre l'enseignement et malgré la concentration de moyens dans des secteurs spécifiques (le cinéma, le ballet), l'île est aujourd'hui plus pauvre, au physique comme au moral, qu'il y a cinquante ans, quand la victoire de l'insurrection contre Batista semblait ouvrir enfin le chemin pour surmonter la crise partielle de la culture et réaliser le

destin exceptionnel qu'attendait le pays: le sort national grandiose qui avait été le combustible idéologique des trois révolutions précédentes de 1868, 1895 et 1933. Parce que si, à la veille de la révolution de 1959, une part de la culture était en crise, le reste du corps national conservait encore une extraordinaire vitalité créatrice. L'implantation d'un système totalitaire de type soviétique provoqua une métastase dans le reste du corps social. Depuis lors, la nation vit une période de décadence prolongée, aggravée par la coupure entre un régime anachronique qui n'en finit pas de mourir et une société civile qui ne parvient pas à renaître.

«La culture est clarté, écrivait José Ortega y Gasset en 1914, lumière répandue sur les choses.» La culture authentique, qui ne se décrète pas, est à la fois résultat de la liberté et instrument de sa conséquence. L'apophtegme positiviste que Martí répète souvent dans son œuvre et qui préside aux écoles de la République – « être cultivés pour être libres » – peut aussi se lire à l'envers: être libres pour être cultivés. L'essor culturel que l'île a connu dans la première moitié du *xx*<sup>e</sup> siècle fut le double fruit de la liberté: à la fois de la souveraineté nationale, par la séparation de la couronne espagnole, et de la souveraineté personnelle, quand chaque Cubain acquit la pleine citoyenneté dans un système démocratique qui, avec toutes ses tares et ses imperfections, a démontré son infinie supériorité sur la tyrannie – de caserne et de misère – qui lui succéda.

On parviendra à la rénovation et au développement de cette culture, aujourd'hui détériorée par la sombre expérience du castrisme tardif, seulement quand tous les Cubains, ceux de l'île et de l'exil, pourront s'être réunis à nouveau, sans peur et sans rancœur, sous l'éclat de la liberté retrouvée.